

De nouvelles évaluations à l'école: pour quoi faire ? s'interrogent les syndicats

Paris, 30 août 2017 (AFP) -

Nouveauté de la rentrée, l'annonce d'évaluations des élèves à l'entrée du CP irrite les syndicats, qui s'interrogent surtout sur les moyens dont disposeront les enseignants pour remédier aux difficultés des enfants.

"Il est très important d'avoir une culture de l'évaluation constructive pour nos élèves, c'est un levier de progrès pour tous", a affirmé cette semaine lors de sa conférence de presse de rentrée, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, qui vise le "100% de réussite au CP".

Conséquence, il a annoncé que les enfants seraient évalués "à des moments clé" de leur parcours, en CP et en sixième.

Ce n'est pas la première fois que les petits Français devront se soumettre à des tests. Des évaluations lancées en 2009 en CE1 et CM2 en milieu et en fin d'année scolaire, avaient par exemple été stoppées en 2013, car jugées peu convaincantes le Haut conseil de l'Education, organisme consulté régulièrement par la rue de Grenelle.

Cette fois, elles auront lieu dès le mois de septembre pour les CP, et en novembre pour les sixièmes. Les exercices, centrés sur le français et les mathématiques, ont été élaborés en juillet au ministère, avec des chercheurs et spécialistes de l'apprentissage.

Michel Fayol, professeur émérite à l'université de Clermont-Auvergne, a participé à la réflexion: "l'objectif est d'avoir un outil qui permette aux enseignants de déceler des difficultés spécifiques chez tel ou tel enfant", indique-t-il à l'AFP.

"A l'entrée du CP, certains connaissent déjà toutes les lettres de l'alphabet, d'autres quasiment aucune, il est important que les maîtres sachent cela", estime-t-il. "C'est fondamental de repérer très tôt des méconnaissances très fortes ou des difficultés de langage, pour permettre ensuite des approches individualisées et prévenir l'échec en lecture qu'on découvre parfois seulement au CM1".

Mais pour les syndicats, les professeurs n'ont pas besoin de ces évaluations pour apprécier le niveau de leurs élèves.

- 'Très anxiogène' -

Et, à peine quelques jours après la rentrée, "c'est un peu tôt pour poser un diagnostic sévère", estime Francette Popineau, secrétaire générale du premier syndicat des enseignants en école primaire, le SNUipp-FSU. D'autant plus que pour les parents, à qui seront communiqués les résultats, "cela peut être très anxiogène".

Si, sur le principe, le syndicat ne serait pas contre des évaluations un peu plus tard dans l'année, leur finalité pose question: "Quels moyens aura-t-on pour remédier aux difficultés, une fois qu'elles auront été constatées ?" s'interroge Mme Popineau. "Va-t-on avoir par exemple davantage de maîtres spécialisés ou d'assistants sociaux?"

"C'est bien de faire une photo du niveau d'un élève à un instant T, mais si nous n'avons aucun élément pour mener une action efficace face aux difficultés, nous ne voyons pas quel est l'intérêt de ces évaluations", abonde Claire Krepper, secrétaire nationale du syndicat SE-Unsa.

La nature de ces tests suscite aussi beaucoup d'interrogations. Selon les documents consultés par les syndicats, les enfants se soumettront ainsi en français à quatre séances de 20 minutes d'exercices, avec "beaucoup de questions tournant autour de la reconnaissance de lettres et de symboles", mais peu de choses sur "la compréhension de l'écrit".

Si un enfant se déconcentre un instant pendant le test, "va-t-on en déduire qu'il ne sait pas reconnaître une lettre ? Ce n'est pas très sérieux", s'étonne Claire Krepper. Elle redoute en outre que ces évaluations contribuent à "figer une image" des enfants dès l'entrée du CP et à "conforter des a priori".

Les syndicats entendent donc "faire remonter assez vite" tout ce qui "ne va pas dans le dispositif". "Il faut que ces tests s'appuient sur les réalités de chaque classe", avance Francette Popineau, du SNUipp-FSU. "Par exemple, s'il y a un poisson dans la classe, on peut introduire ce mot dans l'exercice".

Les résultats doivent être transmis aux inspecteurs de chaque département en préservant l'anonymat des élèves,



PAYS :France
SURFACE :97 %
PERIODICITE :Quotidien



► 30 août 2017 - Edition Fil Gen

promet-on au ministère.
ito/fmp/spe/nm

Afp le 30 août 17 à 17 08.